Méconnaître pour reconnaître ? La « stratégie de sortie » américaine d'Irak ou comment faire de nécessité vertu

Recognition through Denial? The American "Exit Strategy" in Iraq or How to Make Virtue out of Necessity

Christian Olsson

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18481>

DOI : 10.4000/conflits.18481

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 26 décembre 2012

Pagination : 69-96

ISBN : 978-2-336-00248-4

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Christian Olsson, « Méconnaître pour reconnaître ? La « stratégie de sortie » américaine d'Irak ou comment faire de nécessité vertu », *Cultures & Conflits* [En ligne], 87 | Automne 2012, mis en ligne le 26 décembre 2013, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18481>

Méconnaître pour reconnaître ? La « stratégie de sortie » américaine d'Irak ou comment faire de nécessité vertu¹

Christian OLSSON

Christian Olsson est Maître de conférences en science politique / relations internationales à l'Université Libre de Bruxelles (ULB) rattaché au REPI. Ses travaux portent sur la sociologie des pratiques de sécurité ainsi que sur les doctrines militaires de type contre-insurrectionnel.

« One of the key things that all insurgent movements crave in the course of their conflict with their adversary is recognition ² »

Que veut dire « reconnaissance mutuelle » lorsque les protagonistes de celle-ci se combattent militairement et se reconnaissent, non pas en dépit de l'inimitié, mais en tant qu'ennemis ³ ? C'est une des questions qu'abordait John Crowley dans un article publié en 2001 dans *Cultures & Conflits* ⁴. Il s'y intéressait aux conflits armés dans lesquels les antagonistes ⁵, comme les militaires américains et l'opposition armée irakienne pendant la guerre d'Irak, se conçoivent mutuellement comme « hors la loi », comme « hors l'humanité »

-
1. Je remercie Christophe Wasinski, ainsi que les deux évaluateurs anonymes, pour les critiques et commentaires sur une première version de ce texte.
 2. « Un des besoins fondamentaux que tous les mouvements insurgés cherchent à combler dans le conflit avec leur adversaire est celui de reconnaissance » (traduction de l'auteur). Citation extraite de : Hashim A.S., *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Ithaca, Cornell University Press, 2006, p. 37.
 3. Dans cet article, nous ne chercherons pas à donner une définition formelle du concept d'« ennemi », dans la mesure où ce qui nous intéresse est la manière dont les protagonistes du conflit en parlent et les pratiques qui y sont liées. On peut toutefois s'accorder sur le fait que, dans le contexte de cet article, l'ennemi est celui qui peut être, ou doit être, combattu militairement.
 4. Crowley J., « Pacification et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », *Cultures & Conflits*, n°41, printemps 2001, p. 75-98.
 5. Il est fréquent de faire des distinctions sémantiques entre les termes d'ennemi, d'adversaire ou encore d'antagoniste. Cependant, pour éviter les répétitions, nous utiliserons dans le cadre de cet article ces différents termes comme équivalents sémantiques.

et comme « mal à éradiquer ». Dans ce type de conflits, les protagonistes ne se reconnaissent pas en tant qu'ennemis réciproques, cela supposant par définition une réciprocité. Ils se refusent par exemple généralement à reconnaître l'adversaire en tant que « combattant », « belligérant » ou au travers de toute autre catégorie pouvant lui conférer un quelconque « statut ».

A contrario, reconnaître l'ennemi suppose de renoncer à désigner celui-ci (en dépit de ses crimes réels ou supposés) comme « criminel », « bestial » ou même comme « irréductiblement irrationnel ». En effet, reconnaître l'adversaire, c'est déclarer qu'il n'est pas « ennemi par essence », mais seulement construit en tant que tel dans la relation d'inimitié. Il s'agit donc d'une reconnaissance *a minima*, qui contient en germe les principes d'équité et de justice, mais sans les impliquer nécessairement et qui peut même s'y opposer de par son amoralisme ⁶. Mais comment refuser de condamner l'« ennemi » jadis dépeint comme « monstre » ? On a ici une première tension, celle entre la reconnaissance de l'ennemi d'une part, la reconnaissance des victimes réelles ou supposées de ce dernier d'autre part ⁷. Comment reconnaître l'un, sans qu'il n'y ait déni de reconnaissance vis-à-vis des autres ?

La reconnaissance de l'ennemi, au sens où nous l'entendrons, « suppose d'accorder une légitimité précédemment niée à l'adversaire : de considérer qu'il avait des raisons compréhensibles de faire ce qu'il faisait. Compréhensibles ne signifie pas valables [...]. Il suffit qu'il soit possible de désigner ses actions comme sensées compte tenu de ses représentations – ce qui suppose que l'on puisse, au moins en principe, avoir les mêmes représentations ⁸ ». C'est donc le considérer comme un interlocuteur non seulement possible, mais légitime et nécessaire, dans le processus de « pacification ⁹ ». Or, une telle reconnaissance ne procède souvent pas d'un souci de justice, mais de la seule irréductibilité de « l'ennemi » par la voie militaire. En d'autres termes, elle est reconnaissance de l'Autre mais découle souvent de la seule reconnaissance d'un état de fait : un rapport de force qui interdit la « victoire militaire ».

6. Comme toute structure de médiation, cette reconnaissance serait donc à la fois ce qui relie deux termes (ici l'inimitié et la réconciliation) et ce qui peut faire obstacle au passage de l'un à l'autre.

7. Sur cette tension, voir notamment les travaux de Valérie Rosoux : Rosoux V., Brudholm T., "The Unforgiving. Reflections on the Resistance to Forgiveness after Atrocity", *Law and Contemporary Problems*, 2009, vol. 72, p. 101-117.

8. Crowley J., *op. cit.*, p. 86.

9. Il s'agit ici d'une certaine manière de la figure du *hostis* ou ennemi politique tel que définie par Carl Schmitt dans : Schmitt C., *La Notion du Politique, Théorie du Partisan*, Paris, Flammarion, 1992. L'œuvre de celui-ci est cependant extrêmement ambivalente sur ce point : l'ennemi politique y est à la fois « politique » dans un sens très restreint (il est ennemi dans la *sphère* politique, domaine ayant sa logique propre différente de celle de la sphère morale, esthétique, économique...) et dans un sens très large (sa désignation constitue et est constitutive de la communauté politique dans son ensemble, incluant les ressorts moraux, esthétiques, économiques... de cette dernière). Si le *hostis* « commence » donc par être « ennemi politique légitime », il « finit » par devenir moralement abject, laid, haïssable... Sur ce point, voir : Huysmans J., *The Politics of Insecurity. Fear, Migration and Asylum in the EU*, Londres, Routledge, 2006.

Il est en effet possible pour un gouvernement d'être contraint à des pourparlers sans pour autant qu'il n'y ait de reconnaissance subjective effective (avec laquelle les personnes concernées seraient moralement réconciliées), et donc tout en se limitant à une reconnaissance purement institutionnelle ou formelle entre organisations qui s'engagent dans un processus de négociation (reconnaissance objective). Il est également possible, et même fréquent, de négocier secrètement tout en se conspuant officiellement. Il n'en reste pas moins que, si les pourparlers débouchent sur un accord, celui-ci ne peut être stable qu'à condition d'être considéré comme légitime par ceux qui pourraient le « saboter »¹⁰. Cela suppose donc, dans une certaine mesure, une adhésion de leur part à cette reconnaissance. C'est la deuxième tension, celle entre la reconnaissance objective, c'est-à-dire matérialisée dans des relations institutionnalisées entre organisations, et celle subjective, fondée sur la croyance que l'Autre est effectivement un interlocuteur légitime.

Ce sont ces deux tensions, et les processus au travers desquels elles sont négociées, que nous entendons ici illustrer au travers des discours produits par les militaires américains sur l'opposition armée irakienne entre 2003 et 2011. La principale originalité de cet article résidera donc dans son objet : les militaires en opération sur le « champ de bataille ». Il s'agit d'acteurs qui n'ont en principe pas autorité pour reconnaître leur ennemi sur le plan institutionnel. Nous verrons cependant qu'en réalité ils ont été au cœur du processus qui a conduit l'administration américaine à avaliser les négociations avec l'opposition armée. C'est le cheminement par lequel le constat de l'échec à éradiquer « l'insurrection » s'est mué en reconnaissance contrariée des revendications politiques de certains d'entre eux que nous voulons ici décrire. Lorsque nous évoquerons la reconnaissance, ce ne sera donc pas d'abord et principalement dans sa dimension subjective ou psychologique, mais davantage dans sa dimension institutionnelle et sociologique : en tant qu'elle est venue justifier une certaine posture de l'institution militaire américaine vis-à-vis de l'« ennemi insurgé ». La dimension subjective, pour laquelle la reconnaissance implique un respect minimal de l'Autre, n'en est pas moins importante comme nous essaierons de le montrer.

Nous illustrerons le propos par des citations tirées d'entretiens¹¹, de la littérature militaire spécialisée ou à destination du grand public, produite aux

10. En matière de sortie de conflits, le respect des arrangements sera, toutes choses restant égales par ailleurs, d'autant plus probable que ceux-ci seront considérés comme légitimes et justes par les acteurs concernés. Cependant, les choses ne restant pas égales dans les processus de « pacification », la relation entre « justice » et « paix » est en réalité plus complexe qu'il n'y paraît. Pour une analyse claire et synthétique sur ce thème, voir en particulier : Elster J., « Justice, Truth, Peace », *PRIO Annual Peace Address 2010*, 18 août 2010. Disponible sur le site de la Fondation Gramsci, <http://www.iger.org/>

11. Nous nous restreindrons ici à quelques uns des entretiens, il y en a eu une quarantaine en tout, menés au mois de septembre 2010 en Irak, à Bagdad et Diwaniyah. Ces entretiens ont été menés dans le cadre d'une recherche commanditée par l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM, Paris) au Centre d'études sur les conflits. Celle-ci portait sur le

États-Unis sur, où en rapport avec, la guerre en Irak. Étant donné l'absence d'échantillons représentatifs et le caractère nécessairement parcellaire des données recueillies, notre objectif n'est pas de dégager des régularités ou des tendances générales. Il ne s'agira pas davantage d'offrir une vision d'ensemble du conflit irakien ou du processus de retrait américain ¹². Ce que nous voulons faire, c'est montrer que ni l'analyse des théories justifiant l'usage de la force dans le contexte du combat militaire, ni l'analyse des pratiques et des discours militaires sur le « champ de bataille », ne permettent de dégager une relation simple entre violence et reconnaissance. Au contraire, en tenant compte du caractère indéfini et hétérogène de cette relation, on peut proposer une interprétation de la fin de la guerre américaine en Irak qui nous semble relativement convaincante ¹³.

Cet article sera structuré en quatre parties. Dans un premier temps, nous tenterons de souligner à quel point le rapport entre violence et reconnaissance se pose en des termes singuliers dans l'univers militaire de la « guerre ». Dans un deuxième temps, nous essaierons de montrer que c'est une perception largement déshumanisante de « l'ennemi », partagée par les civils et militaires américains, qui va prévaloir dans les premières années de la guerre en Irak. Dès lors, dans un troisième temps, il s'agira de voir comment la reconnaissance progressive de cet « ennemi », reconnaissance « objective » dictée par la perspective du retrait, va prendre la forme particulière de sa méconnaissance volontaire, de son déni, en tant qu'« ennemi », cela du moins dans les discours publics. Enfin, dans la dernière partie, nous porterons l'attention sur les récits au travers desquels cette reconnaissance sera intégrée, assimilée, dans l'univers moral des militaires américains.

La justification du combat au regard de la problématique de la reconnaissance

Quel rapport entretiennent les discours justifiant le fait de « tuer et d'être tué » au combat à la problématique de la reconnaissance de « l'ennemi » ? C'est la question que nous nous poserons dans cette partie en nous intéressant aux discours de justification utilisés par les, ou à propos des, militaires. Nous nous limiterons ici aux discours qui se passent de toute référence directe aux finalités de la guerre définies par les professionnels de la politique. Notre

thème de la « sociologie de la contre-insurrection ». Voir : Dorronsoro G., Olsson Ch., Pouyé R., *Insurrections et contre-insurrections : éléments d'analyse sociologique à partir des terrains irakien et afghan*, Paris, Etudes de l'IRSEM n°20, 2012.

12. Pour une vision d'ensemble du conflit, et plus particulièrement de la phase du « sursaut » qui précède le processus de « transition / transfert / retrait » voir : Taillat S., « Chaos, Réveil et Sursaut. Succès et limites de la stratégie du “surge” en Irak (2007-2009) », Études de l'Irsem, n°8, juillet 2011. Sur la période de 2003 jusqu'à 2008 : Goya M., *Les Armées du chaos*, Paris, Economica, 2008. Sur la phase de « transfert », de « transition » et de retrait, voir notre partie sur l'Irak dans : Dorronsoro G., Olsson Ch., Pouyé R., *op. cit.*, p. 85-123.
13. Cette interprétation n'est ni une hypothèse (celle-ci étant formulée *a priori*), ni une théorie validée (ayant été « testée »). Il s'agit donc d'une proposition informée.

objectif est ici double. D'une part, nous entendons montrer que la signification donnée à l'acte de « tuer au combat » n'est pas univoque, ni évidente, dans son rapport à la reconnaissance de « l'ennemi »¹⁴. D'autre part, nous voulons suggérer que, dans l'univers militaire, la question du lien entre force létale et reconnaissance de « l'ennemi » se pose en des termes singuliers, non directement transposables dans d'autres univers sociaux. Sans prétendre à une quelconque exhaustivité, nous distinguerons trois types de récits que l'on retrouve dans les traditions « occidentales » de pensée sur la guerre.

Le premier récit : « l'ascendance morale »

Dans le premier récit, l'acte de « tuer au combat » serait justifié discursivement par « l'inhumanité », l'altérité radicale ou « l'animalité » de l'adversaire¹⁵. L'acte de « tuer au combat » est, symboliquement comme matériellement, celui par lequel « l'ennemi » est transformé en chose, en matière inerte, et donc déshumanisé¹⁶. La justification d'un tel acte passe notamment par la déshumanisation symbolique préalable (ou *a posteriori*) de l'adversaire. En effet, si l'ennemi était « inhumain » de son vivant, sa mise à mort au combat ne ferait que confirmer en acte ce qui était déjà dans le discours¹⁷. Le récit sur la criminalité de l'ennemi et sur la punition juste que celle-ci appellerait, peut à maints égards être considéré comme une variante « juridicisée » de la même idée, variante qui porte l'attention sur l'ordre symbolique supérieur qui fonderait l'action du « justicier »¹⁸. Dans les deux cas, on a l'idée d'ascendance morale sur l'adversaire. Dans les deux cas, lorsque formulé en termes de droit, ce discours considère l'adversaire comme celui auquel on ne reconnaît pas ou plus (ou moins) le droit que l'on reconnaît à soi-même, le droit à la vie. Il traduit donc un rapport à l'antagoniste fondé sur l'asymétrie et la non-reconnaissance¹⁹. Pour reprendre ici les termes emblématiques du colonel Collins dans le discours à ses troupes la veille de l'invasion de l'Irak :

« The enemy should be in no doubt that [...] we are bringing about his rightful destruction. There are many regional commanders who have stains on their souls and they are stoking the fires of Hell for Saddam. He and his forces will be destroyed by this coalition for

14. Nous ferons ici abstraction du discours juridique et de la question de la reconnaissance du statut de combattant à l'ennemi.

15. Burgat F., « Logique de la légitimisation de la violence. Animalité *vs* humanité », *De la violence II, Séminaire de Françoise Héritier*, Paris, Odile Jacob, 1999.

16. Coker C., *Ethics and War in the 21st Century*, New York, Routledge 2008, chapitre 5.

17. Les raisons d'une telle déshumanisation ou criminalisation peuvent être diverses : la volonté de désigner un coupable face à la destruction insensée de la guerre, le besoin de justifier *a posteriori* le fait que l'on a tué, le racisme, la croyance messianique dans la valeur morale intrinsèque des buts de guerre poursuivis...

18. Balibar E., *L'Europe, L'Amérique, La guerre. Réflexions sur la médiation européenne*, Paris, La Découverte, 2003, p. 114-125.

19. Lindemann T., "Peace Through Recognition. An Interactionist Interpretation of International Crises", *International Political Sociology*, vol. 5, n°1, mars 2011, p.68-86.

what they have done. As they die they will know their deeds have brought them to this place. Show them no pity.²⁰ »

Ce type de discours semble, au nom de la juste punition, lever toute inhibition à tuer²¹ mais, en même temps, il interdit en principe de recourir aux méthodes que l'on dénonce chez l'adversaire²². Comme le souligne ici Frédéric Gros : « Punir n'a jamais signifié purement anéantir. Le rapport punitif à l'ennemi, certainement dissymétrique, est regardé comme lien juridique, donc normé, structuré²³ [...] ». Dans la mesure où ce récit ne peut concevoir « l'échange de coups » comme un échange entre égaux (en fait ou en valeur), sa caractéristique première est moins de justifier la violence sans limite que de rendre moralement douteux de négocier, de dialoguer ou de « s'entendre » politiquement avec son ennemi²⁴. Notons enfin que ce récit semble avoir des « affinités électives²⁵ » avec les conflits marqués par des rapports de force inégaux²⁶. En effet, dans le cadre de ces derniers, l'objectif « d'écraser » la résistance est peu susceptible de céder devant la logique de négociation²⁷.

Le deuxième récit : « l'empire de la nécessité »

Il semble évident que, pour le militaire, l'ennemi est celui auquel il peut être amené à infliger ce qu'il ne voudrait pas subir lui-même : des blessures, des destructions, des souffrances, la mort. La justification d'une telle posture ne suppose cependant pas nécessairement d'établir une asymétrie morale entre « l'ennemi » et « l'ami », à l'image du premier récit. En effet, on peut également invoquer l'égal droit de chacun d'assurer sa survie individuelle « sur le front ». C'est le deuxième récit, celui de la guerre comme règne de la nécessité.

20. « L'ennemi ne saurait douter du fait que [...] nous venons lui apporter sa juste destruction. Il y a beaucoup de commandants régionaux dont les âmes sont souillées d'atrocités et qui alimentent les feux de l'enfer pour Saddam. Lui et ses forces vont être détruits par cette coalition pour ce qu'ils ont fait. En mourant, ils sauront que leurs crimes les ont conduits à ce destin. Ne leur montrez aucune pitié », Traduction de l'auteur. Citation extraite de : Lieutenant colonel Tim Collins, 1st battalion, Royal Irish Regiment, British Army cité dans Oliver S. "We are his nemesis – A commander's briefing", *Daily Telegraph*, 20 mars 2003, <http://www.telegraph.co.uk/news/1425123/We-are-his-nemesis-a-commanders-briefing.html>, consulté en janvier 2012.
21. Bigo D., « Le régime de contre-terrorisme global » in Bigo D., Bonelli L., Deltombe T., *Au Nom du 11 Septembre*, Paris, La Découverte, 2008, p. 18 ; Girard R., *Achever Clausewitz*, Paris, Carnets Nord, 2007.
22. Kahl C., "In the Crossfire or the Crosshairs? Norms, Civilian Casualties, and US Conduct in Iraq", *International Security*, Vol. 32, No. 1 (Summer 2007), p. 7-46.
23. Gros F., *États de Violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006, p. 184.
24. Ce point est très bien expliqué par Jef Huysmans au travers du concept « d'anti-diplomatie » repris à James Der Derian. Voir : Huysmans J., "International Politics of Insecurity. Normativity, Inwardness and the Exception", *Security Dialogue*, mars 2006, vol. 37, n°1, p. 11-29.
25. Nous utilisons ici l'expression au sens que lui donne Max Weber. Voir : Weber M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.
26. C'est par exemple le discours de la répression d'État et de la résistance contre celle-ci.
27. Aggestam K., "Internal and External Dynamics of Spoiling: A negotiation approach" in Richmond O., Newman E., *Challenges of Peacebuilding: Managing Spoilers during Conflict Resolution*, NY, UN University Press, 2006, p. 23-39.

Lorsqu'appliqué aux combattants pris individuellement, il implique que sur le « champ de bataille », comme dans l'état de nature hobbesien, les hommes tueraient par peur légitime d'être tués, avec comme objectif principal l'autoconservation²⁸. À supposer que chacun considère comme un impératif de persister dans son être, la guerre ferait donc nécessairement des hommes des « assassins ». Michael Walzer souligne à quel point ce type de récit implique, pour le soldat, de reconnaître les combattants ennemis comme des égaux devant une nécessité qui efface toute culpabilité :

« I find in them my moral equals. That is not to say simply that I acknowledge their humanity, for it is not the recognition of fellow men that explains the rules of war; criminals are men too. It is precisely the recognition of men who are not criminals²⁹ ».

Sur un plan plus sociologique, ce récit semble avoir des « affinités électives » avec les conflits marqués par des relations de compétition équilibrées mais éliminatoires : chacun « jouerait sa survie ». Il n'a ainsi certainement pas été étranger aux « trêves de Noël » sur le front de l'Ouest en 1914 et 1915, quand soldats britanniques ou français célébraient (parfois) ensemble avec les soldats allemands dans les tranchées³⁰.

Ce récit rencontre pourtant de sérieuses limites lorsqu'appliqué aux « guerres occidentales » contemporaines. En effet, d'une part dans les guerres, au moins depuis le début du XIX^e siècle, la majorité écrasante des victimes militaires est tuée à distance (ne permettant pas de voir directement celui que l'on tue) plutôt que dans le combat de « corps à corps » dans lequel chacun serait dans une situation de « légitime défense » individuelle et immédiate³¹. Par ailleurs, nombre d'études semblent corroborer le fait que dans le contexte des guerres « occidentales », et cela depuis l'invention de l'arme à feu individuelle, le caractère endémique des « tirs en l'air », obéissant à une logique d'évitement intentionnel du combat, témoignent du fait que tuer n'est pas une réaction « mécanique » imposée par « l'instinct de survie » sur le champ de bataille³². C'est, au contraire, lorsqu'il est mené à terme, un acte conditionné par un

28. Pour une application, par un militaire, de cette idée à l'étude des guerres (contre-)insurrectionnelles contemporaines voir : Millen R., "The Hobbesian Notion of Self-Preservation Concerning Human Behavior During an Insurgency", *Parameters*, winter 2006-2007, p. 4-13.

29. « Je les conçois comme mes égaux sur le plan moral. Autrement dit, je ne reconnais pas seulement leur humanité, car ce n'est pas la reconnaissance de son prochain qui explique les règles de la guerre ; les criminels aussi sont des hommes. Ce dont il s'agit, c'est précisément de la reconnaissance d'hommes qui ne sont pas des criminels. » (Traduction de l'auteur). Citation extraite de : Walzer M., *Just and Unjust Wars, A Moral Argument with Historical Illustrations*, New York, Basic Books, 4th Edition, 2006, p. 36.

30. On peut ici notamment se reporter à la description qu'en fait Ernst Jünger dans *Orages d'acier*.

31. Malesevic S., *The Sociology of War and Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, Chapitre 7 "War propaganda and solidarity", p. 202-233.

32. *Idem*.

entraînement ; sanctionné par une hiérarchie ; promu par des rapports de solidarité au sein des unités ³³ ; normalisé par des discours de légitimation de la guerre et de dé-légitimation de l'ennemi ³⁴. C'est l'ensemble de ces éléments qui permet d'asseoir la « discipline de feu » : la capacité à tirer en l'absence de la perception d'une menace existentielle immédiate, la capacité à ne pas tirer en dépit de la perception d'une telle menace.

Le troisième récit : les « guerriers libres »

Dans le troisième récit, l'acte de « tuer l'ennemi » n'est justifié qu'à condition qu'il y ait réciprocité, non dans la volonté d'autoconservation, mais dans la prise volontaire de risque que cet acte implique. La lutte entre ennemis réciproques devra mettre chacun à l'épreuve en testant son « courage » et son « esprit d'abnégation », ici conçues comme les valeurs militaires cardinales. C'est parce que l'ennemi lui-même combat que l'on pourrait le combattre et cela d'autant plus « honorablement » que l'ennemi lui-même serait un « brave ³⁵ ». L'adversaire, dans cette logique, est cet « autre qui se tient sur le même plan que moi, ce frère que je reconnais parce qu'il me fait exister ³⁶ ». *A contrario*, combattre un ennemi qui ne pourrait ou ne voudrait résister, et qui ne serait donc pas digne des « honneurs militaires », serait indigne puisqu'il n'y aurait pas de réciprocité dans la relation ³⁷. T. E. Lawrence peut alors écrire à propos des soldats allemands qu'il combattait pendant la Première Guerre mondiale :

« I grew proud of the enemy who had killed my brothers. They were two thousand miles from home, without hope and without guides, in conditions mad enough to break the bravest nerves. Yet their sections held together [...]. They were glorious. ³⁸ »

En plaçant les valeurs militaires du « courage » (autrement dit la capacité à surmonter le « désir d'autoconservation » de sa vie biologique ³⁹) au centre de l'*ethos* militaire, ce récit implique que le combattant ne peut simplement être

33. *Ibidem*.

34. Voir notamment : Wasinski C., « Valider la guerre : la construction du régime d'expertise stratégique », *Cultures & Conflits*, n° 77, printemps 2010, p. 39-58.

35. En utilisant un vocabulaire plus sociologique, on dira que l'intérêt professionnel des militaires prend la forme d'un « intérêt au désintérêt » qui a besoin de l'argument du « sacrifice » au moins potentiel sur le champ de bataille pour atteindre ses objectifs. Sur « l'intérêt au désintérêt » voir : Bourdieu P., *Raisons pratiques, Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

36. Lefranc S., Sadoun M., « L'ennemi. Éditorial », *Raisons Politiques*, n°5, février-avril 2005, p.5.

37. Comme le dit le Comte de Gormas dans le *Cid* de Corneille : « à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire ».

38. « J'étais de plus en plus fier de cet ennemi qui avait tué mes frères. Ils étaient à deux mille miles de chez eux, sans espoirs et sans guides, dans des conditions qui feraient perdre leur sang froid aux plus courageux d'entre nous. Pourtant leurs sections restèrent unies [...]. Ils étaient glorieux » (traduction de l'auteur). Citation extraite de : Lawrence T.E., *Seven Pillars of Wisdom*, London, Jonathan Cape, 1935, http://www.social-sciences-and-humanities.com/PDF/seven_pillars_of_wisdom.pdf, consulté en janvier 2012.

39. Gros F., *op. cit.*, p. 85.

conçu comme obéissant aux nécessités de la guerre : il doit les transcender en choisissant la mort possible. Walzer identifie ainsi ce type de discours « chevaleresque » aux militaires qui auraient choisi le métier des armes et qui se reconnaîtraient entre eux, y compris dans l'adversité :

« Among soldiers who choose to fight, restraints of various sorts arise easily and, one might say, naturally, the product of mutual respect and recognition ⁴⁰ ».

Si dans le récit précédent on avait une reconnaissance entre « hommes qui ne sont pas des criminels », on aurait ici une forme de reconnaissance différente, une reconnaissance dans laquelle le « respect » et les « égards » pour l'Autre conditionnent le « respect de soi ». Ce récit ne doit cependant pas être analysé principalement comme un « fait psychologique ». Il doit au contraire être analysé sociologiquement. C'est en effet originellement le discours des « guerriers libres » du Moyen Âge analysés par Norbert Elias : celui des seigneurs féodaux qui demeurent « libres » en l'absence d'un monopole sur la coercition, mais qui s'affrontent dans un « jeu compétitif » dans lequel aucun seigneur ne parvient à s'imposer face aux autres ⁴¹. Plus largement, ce récit semble donc avoir des « affinités électives » avec les configurations sociales marquées par des relations compétitives équilibrées mais non-éliminatoires ⁴² : les différents acteurs se « tiennent mutuellement en respect ».

Le code militaire qui en découle peut sembler relever de la pure mystification au regard des exactions, des massacres et des pillages inséparables des conflits armés. Il s'agit néanmoins d'un récit qui reste fortement ancré dans la socialisation militaire. On observerait ainsi un phénomène paradoxal dans les guerres contemporaines : plus on s'éloignerait du grondement de la bataille, du « terrain » ou de la « ligne de front », plus l'ennemi serait honni et déshumanisé ; plus on s'en approcherait, plus il apparaîtrait comme un *alter ego* ⁴³, un « brave » ou un « frère ennemi » avec toute l'ambivalence, et parfois la perversité ⁴⁴, que recouvre cette dernière expression. Mais même au plus près de la « bataille », ce récit demeure ambigu : il peut justifier la « guerre à outrance » tout comme il peut poser les bases d'une « paix des braves ». Dans la mesure où il pose les conditions d'une reconnaissance fondée sur des « égards

40. Walzer M., *op cit.*, p. 34.

41. Elias N., *La Civilisation des mœurs*, Paris, Pocket Agora, 2003.

42. Nous utilisons ici la notion de configuration au sens que lui donne Norbert Elias.

43. Malešević S., *op cit.*, Chapitre 7 "War propaganda and solidarity", p. 202-233.

44. En guise d'exemple, on peut ici mentionner que les généraux allemands, comme Kesselring, von Rundstedt, von Manstein... reconnus coupables de crimes de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale furent, pendant les procès et après leur condamnation par les tribunaux militaires, activement défendus par certains des généraux alliés qui les avaient combattus le plus directement et qui n'hésitaient pas à louer leurs prétendus « courage », « sens de l'honneur » et « exemplarité ». Voir notamment Bloxham D., *Genocide on Trial: War Crimes Trials and the Formation of Holocaust History and Memory*, Oxford, Oxford University Press, 2001, p. 47-48.

mutuels », ce récit justifie de négocier ou de dialoguer avec l'ennemi que l'on combat, sans contradiction ou hiatus aucun.

Comme l'a montré Martin Shaw, ce récit rencontre les mêmes limites sociologiques que le second. En effet, dans le contexte des « guerres occidentales », les bombardements à « distance de sécurité » conduisent, tel est leur raison d'être, à un transfert des risques physiques des militaires occidentaux vers les combattants et civils des États-cibles de la guerre ⁴⁵. Dans ce contexte, comme le montre le récent exemple libyen, le militaire (en l'occurrence le pilote) occidental peut tuer sans prendre de risques significatifs quant à sa propre survie. Pourtant, comme nous le verrons, ce troisième récit a joué un rôle certain dans le contexte de la guerre américaine en Irak, pour des raisons qui ne tiennent pas seulement à l'échec partiel du « transfert de risque » décrit par Shaw.

Bien sûr, il ne s'agit pas ici de prendre position sur la pertinence ou la moralité de chacun de ces trois récits. Il s'agit simplement de montrer que, si l'on s'intéresse aux discours et aux pratiques militaires, et en faisant abstraction de toute référence directe aux finalités présumées de la guerre, la question de la reconnaissance de l'ennemi trouve des réponses très variables. Ainsi, la signification de l'acte de tuer et d'être tué en situation de guerre n'est ni évidente, ni constante dans le temps et dans l'espace ⁴⁶. La distinction entre ces trois récits sera cruciale à la démonstration qui suit.

L'ascendance morale sur l'ennemi : les modalités de la non-reconnaissance de « l'ennemi insurgé » en Irak

Nous essaierons ici de montrer que dans les premières années de la guerre américaine en Irak, l'opposition armée irakienne était essentialisée comme « ennemie », indépendamment de toute réciprocité, puisque prétendue être composée de « terroristes étrangers » et de loyalistes saddamistes. À ce titre, toute forme de reconnaissance objective ou subjective, institutionnelle ou idéationnelle, lui était déniée, rendant ainsi impossible de négocier, du moins de manière publique. Dans une certaine mesure, il s'agit là d'une constante dans ces « interventions de post-guerre froide » qui se nient comme guerres et dans lesquelles le raisonnement en termes de violence réciproque le cède devant un discours sur la « gestion » de la violence de l'Autre ⁴⁷. Il y a toutefois également, comme nous le verrons, une spécificité américaine à cet égard.

45. Shaw M., *The New Western Way of War: Risk - Transfer War and its Crisis in Iraq*, Cambridge, Polity Press, 2005.

46. Coker C., *op. cit.*, chapitre 5.

47. Finnemore M., *The Purpose of Intervention, Changing beliefs about the use of force*, Londres, Cornell University Press, 2003 ; Dal Lago A., « Police Globale », *Cultures & Conflits*, n°56, 2004, p. 157-169. Neocleous M., « The Police of Civilization: The War on Terror as Civilizing Offensive », *International Political Sociology*, vol. 5, n°2, juin 2011, p. 144-159.

L'émergence du « premier récit » : connaître sans reconnaître ?

La pensée militaire dominante aux États-Unis s'accommode mal de l'idée d'un ennemi politico-militaire légitime. Il s'agit là d'une idée relativement éloignée du discours généralement manichéen – voire parfois messianique – sur l'ennemi politique qui y prévaut traditionnellement⁴⁸. À la différence de Carl Schmitt⁴⁹, concevant en substance l'ennemi politique légitime comme celui que l'on peut être « fondé à tuer sans haine⁵⁰ », nous l'envisagerons ici comme celui que l'on peut combattre militairement tout en négociant politiquement, sans contradiction ou hiatus aucun. Or, compte tenu de la prégnance de la pensée de Jomini au sein des forces armées américaines⁵¹, une telle conceptualisation de l'ennemi y subvertit la tradition militaire dominante⁵². En effet, cette dernière préconise généralement un recentrage du métier militaire sur les engagements armés dans lesquels les militaires seraient habilités à recourir à une « force décisive écrasante » (*overwhelming decisive force*), sans intervention aucune de la sphère politique pendant les hostilités⁵³. Il en découle une nette préférence pour les figures de l'ennemi pouvant être abordées sous l'angle exclusif du « *Bad Guy* » qu'il s'agirait d'anéantir ou de contraindre à la capitulation inconditionnelle. À l'inverse, la figure ambiguë de l'« ennemi légitime » évoque le scénario de « guerres limitées » dans lesquelles diplomates et autorités civiles interviendraient dans le déroulement du conflit armé, et en « entraveraient » le cours, à l'image de la guerre du Vietnam ou de la guerre de Corée. La « *global war on terror* » (GWOT) prolongeait en 2001-2002 cette tendance, l'ennemi y étant essentialisé (en tant que « terroriste ») et donc nié (en tant qu'ennemi légitime)⁵⁴.

Sans la mise en contexte qui précède, on ne peut comprendre l'émergence en 2003-2004, au sein des troupes américaines en Irak, d'une idée récurrente aux présupposés d'autant plus remarquables qu'ils sont restés largement inconscients. Contre toute attente, les militaires américains auraient désor-

48. À ce propos, voir notamment Rogin M., *Ronald Reagan, the Movie and Other Episodes of Political Demonology*, Berkeley, UC Press, 1998.

49. Schmitt C., *La Notion du Politique, Théorie du Partisan*, Paris, Flammarion, 1992.

50. Crowley J., « Pacifications et réconciliations : Quelques réflexions sur les transitions immorales », *Cultures & Conflits*, n°40-41, automne-printemps 2000, téléchargé en juin 2011 : <http://conflits.revues.org/index399.html>.

51. Colson B., *La culture stratégique américaine. L'influence de Jomini*, Paris, Economica, 1993.

52. Weigley R., *The American Way of Warfare: A History of U.S. Military Strategy and Policy*, Bloomington, Indiana University Press, 1973 ; Ramel F., « Quand Gulliver désigne l'ennemi irakien... : réflexions sur la stabilisation et l'homogénéisation du système international contemporain au prisme des images », *Études Internationales*, Vol. 34, n°4, 2003, p. 563-582.

53. Lindemann T., « Faire la guerre, mais laquelle ? Les institutions militaires des États-Unis entre identités bureaucratiques et préférences stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 53, 2003/5, p. 675-706 ; Hoffman F., *Decisive Force: The New American Way of War*, Westport CT, Praeger, 1996 ; Cassidy R., *Peacekeeping in the Abyss: British and American Peacekeeping Doctrine and Practice After the Cold War*, Westport, CT, Praeger, 2004.

54. Voir notamment : Bigo et al., *Au Nom du 11 Septembre*, Paris, la Découverte, 2008, p.153-167.

mais, avec l'émergence progressive d'une opposition armée, affaire à un « *thinking enemy* », « un ennemi pensant » qui anticipe et s'adapte plutôt que d'être irrationnel. Cette expression trahit des préjugés, mais elle traduit aussi la redécouverte du fait que, dans toute guerre ⁵⁵, les ennemis sont réciproques et ne s'inscrivent donc pas dans des logiques imperméables l'une à l'autre ⁵⁶. Cette prise de conscience n'équivaut en rien une reconnaissance de l'ennemi tel que nous l'avons défini. Un « monstre » peut être rationnel sans pour autant être raisonnable ou sensé compte tenu de ses représentations. Les controverses civilo-militaires autour de la labellisation de ce *thinking enemy* verront d'ailleurs triompher les conceptions les plus directement fondées sur une asymétrie morale entre soldats américains et « insurgés ⁵⁷ ».

Dès le début de l'été 2003, des désaccords civilo-militaires quant à la dénomination de « l'ennemi » éclatent au grand jour. Le général John Abizaid, commandant le *Central Command*, évoquera au mois de juillet 2003, lors d'une audience au Pentagone, les forces adverses en termes de « campagne de guérilla » :

« [...] we're fighting Ba'athist remnants [...] that [...] are conducting what I would describe as a classical guerrilla-type campaign against us. It's low-intensity conflict, in our doctrinal terms, but it's war, however you describe it ⁵⁸ ».

Le jour précédent, il avait même osé évoquer une « résistance organisée » composée de nationaux irakiens :

« [...] the resistance is getting more organized. The Iraqis are learning and adapting to coalition tactics, techniques and procedures ⁵⁹ ».

Même si les mots d'Abizaid ne correspondent qu'à la description se voulant neutre d'un type de tactiques, l'effet de son discours fut de conférer une certaine légitimité aux forces adverses. Le général se plaçait ainsi sur le « terrain politique » et contredisait même directement son supérieur hiérarchique,

55. Cela par opposition aux « opérations d'élimination », qu'elles soient ciblées ou non.

56. Schelling T., *Stratégie du conflit*, Paris, PUF, coll. « Perspectives internationales », 1986.

57. Dorronsoro G., Harling P., « La guerre américaine en Irak et en Afghanistan : entre vision messianique et ajustements tactiques », *Politique Étrangère*, n°4, hiver 2005, p. 857-866.

58. « [...] nous combattons les derniers restes du baathisme [...] qui [...] mènent ce que je décrirais comme une campagne de guérilla classique contre nous. Dans notre terminologie doctrinale c'est du conflit de basse intensité, mais en tout état de cause c'est de la guerre » (traduction de l'auteur). Citation extraite de : Department of Defence News Briefing, 16 July 2003 merln.ndu.edu/MERLN/PFIraq/archive/dod/tr20030716-0401.pdf (consulté le 3 juin 2011).

59. « [...] La résistance est de plus en plus organisée. Les Irakiens apprennent et s'adaptent aux tactiques, techniques et procédures de la coalition. » (traduction de l'auteur). Citation extraite de : Kozaryn L.D., « Baathist opposition organized », *American Forces Press Service*, News Article, 16 juillet 2003, www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=28715, consulté le 2 juin 2011).

Donald Rumsfeld. En effet, un peu plus de deux semaines plus tôt, ce dernier avait évoqué l'ennemi en des termes exactement contraires : « coalition forces are not facing an organized guerrilla war supported by Iraqi civilians ⁶⁰ ». Il poursuivra :

« [what you have is] looters, criminals, remnants of the Baathist regime, foreign terrorists who came in to assist [them] and try to harm the coalition forces, and those influenced by Iran. [...] That doesn't make it anything like a guerrilla war or an organized resistance ⁶¹ ».

Le *special assistant* de Rumsfeld, Lawrence di Rita, adressera d'ailleurs une critique cinglante et à peine voilée à Abizaid après que celui-ci ait remis en cause les affirmations du secrétaire de la Défense :

« And for those who wish to discuss whether it's this type of war or that type of war, it's always better to keep in mind what they're after, and what they're after is to restore Saddam's regime to power [...] ⁶² ».

Les oppositions que traduisent ces prises de position sont liées à des désaccords sur les effectifs militaires à déployer en Irak, sur la durée de la mission et sur les ressources à allouer à la guerre. Le discours d'Abizaid implique de reconnaître « l'ennemi » comme étant constitué de véritables combattants et donc de se préparer à une guerre longue. Celui de Rumsfeld dépeint au contraire l'ennemi comme étant constitué de « hors la loi », de « hors l'humanité » et de « hors l'Irak ⁶³ ». Sur le plan juridique, il correspond à la non-reconnaissance du statut de combattant à « l'ennemi » et au refus de qualifier ses agissements comme des « actes de belligérance » au sens classique, notamment au travers du recours par le Pentagone au concept – inexistant en droit international – de « *unlawful combattant* » ⁶⁴. Ce sera le discours de Rumsfeld,

60. « Les forces de la coalition ne font pas face à une guerre de guérilla organisée soutenue par des civils irakiens ».

61. « [Ce que l'on voit] c'est des pillleurs, des criminels, des restes du régime baathiste, des terroristes étrangers qui sont venus [leur] prêter assistance et qui essaient de nuire aux forces de la coalition, et ceux influencés par l'Iran. [...] Cela n'en fait pas quelque chose comme une guerre de guérilla ou une résistance organisée » (traduction de l'auteur). Citation extraite de : Squitieri T., « Rumsfeld: ending resistance will take a while », *USA Today*, 30 juin 2003.

62. « Et pour ceux qui veulent discuter de la question de savoir si c'est tel ou tel type de guerre, c'est toujours mieux de se rappeler ce qu'ils veulent, et ce qu'ils veulent c'est de restaurer le régime de Saddam [...] » (Traduction de l'auteur). Source : Kozaryn L., *op. cit.*

63. Sur ces désaccords, voir : De Hoop Scheffer A., *Hamlet en Irak*, Paris, CNRS Éditions, 2007. En particulier les chapitres 4 et 5.

64. Sur la négation du statut de combattant à ceux qui combattent les troupes internationales en Irak : Delcourt B., « Les modalités de gestion de l'après-guerre en Irak : des révélateurs intéressants des enjeux de pouvoir dans le "Grand Moyen Orient" » in Bannelier K., Christakis T., Corten O. et al., *L'intervention en Irak et le droit international*, Paris, Pedone, 2004, p. 355 ; également : Bigo D., Olsson C., « Guantanamo : sortir du silence, refuser l'impunité. Entretien avec Me W. Bourdon », *Cultures & Conflits*, n°56, hiver 2004, p. 71-81.

analysant « l'ennemi » uniquement au travers de la distinction terroristes étrangers / *Former Regime Loyalists* (FRL), qui l'emportera largement, du moins jusqu'en 2005-2006. En effet, la destinée de l'agenda néoconservateur était partiellement subordonnée au maintien d'une représentation spécifique de « l'ennemi irakien » : une représentation fondée sur l'asymétrie morale entre les « forces du bien » et les « forces du mal »⁶⁵. Ce discours, interdisant toute reconnaissance de l'antagoniste, sera massivement relayé par les militaires américains, comme le démontre l'omniprésence de l'opposition *Good Guy / Bad Guy* dans leurs discours.

Le « deuxième récit » : l'insurrection dépolitisée

Le deuxième récit, celui sur « l'empire de la nécessité », n'a pas été entièrement absent de la guerre américaine en Irak. Il prendra cependant une forme qui lui ôtera l'essentiel de son contenu en termes de « reconnaissance entre hommes qui ne sont pas des criminels » (cf. *supra*). Rapidement, émerge en effet un discours sur l'opposition armée comme stratégie de survie déployée par des combattants indigents payés pour mener des attaques⁶⁶ ou contraints de le faire par la force des armes ou la « loi tribale ». Pour des raisons économiques ou sociales, ils n'auraient pas d'autre choix que de combattre les Américains mais seraient peu motivés comme le montrerait le nombre de « tirs en l'air » de leur part⁶⁷. Un militaire mobilisant la théorie psychologique de A. Maslow sur la motivation humaine, et dont le postulat est que la motivation la plus fondamentale est la satisfaction des besoins physiologiques, nous a ainsi affirmé :

« The insurgency is to 80-90% the Maslow hierarchy of needs, the rest is just people having a problem in their brain⁶⁸ ».

Ce discours ne nie pas des « motifs légitimes » à 80-90 % de l'opposition armée, puisque ces individus ne feraient que satisfaire leurs besoins vitaux dans un contexte de rareté des ressources. Ce qui est nié est le statut « d'en-

65. Pour une analyse de l'utilisation stratégique de la figure de l'ennemi par les professionnels de la politique, voir chapitre 4 « La construction et les usages des ennemis politiques » dans : Edelman M., *Pièces et Règles du Jeu Politique*, Paris, Le Seuil, 1991.

66. En toute rigueur, est-ce que cela suffit pour exclure des mobiles d'ordre politique ? D'une part, cela ne fait que repousser la question des motifs au niveau du commanditaire. D'autre part, peut-être que la motivation est souvent financière, mais n'est-ce pas justement parce que le seuil de « passage à l'acte » est tellement bas face à ce qui est considéré comme un « ennemi illégitime » que des considérations financières sont susceptibles de motiver des attaques ? Ce qui incite à commettre des attaques peut être l'argent dans certaines zones, mais cela n'exclut pas que l'absence d'inhibition à le faire soit liée aux croyances politiques des dits attaquants.

67. Voir à ce propos l'hypothèse des « *honor shots* » avancée par le Maj. Wilson dans : Ricks T., *Fiasco. The American Military Adventure in Iraq*, New York, The Penguin Press p. 252.

68. « À 80-90%, l'insurrection relève de la hiérarchie des besoins de Maslow, le reste c'est juste des gens qui ont un problème dans le cerveau » (Traduction de l'auteur). Entretien avec un officier (3rd Brigade, 3rd ID) affecté au *Counterinsurgency and Stability Operations Centre*, USF-I J.3.5., *Victory Base Complex* (VBC), Bagdad, septembre 2010.

nemi politique légitime ». Il s'agit bien du deuxième récit, celui du combattant sous l'empire de la nécessité, à la différence près que cette nécessité ne s'étend ici qu'à l'opposition armée, non aux forces de sécurité irakiennes ou coalisées. En réalité, ce récit renoue avec un discours sur l'ennemi apolitique, essentiellement mu par des griefs et besoins économiques, qui se sédimente dans la mémoire professionnelle militaire au moment des répressions coloniales au début du XIX^e siècle ⁶⁹. Il n'y donc pas lieu de parler ici d'une quelconque forme de reconnaissance, et encore moins de reconnaissance politique : ce discours est avant tout un discours de dépolitisation de l'adversaire.

Ce discours – qui banalise les motivations de l'antagoniste – coexiste ici avec une autre perspective dépolitisante, celle tenue sur les 10 à 20 % restants (« people having a problem in their brain »). Celle-ci présente l'adversaire comme exceptionnellement déséquilibré ou criminel :

« What we call terrorism is just what criminals do here [...]. It is a criminal system [...]. It is difficult to distinguish terrorism, insurgency and criminality, but terrorism and insurgency is criminal ⁷⁰».

Il est à noter que ce type de représentation ne concerne pas seulement le « terrorisme » par opposition à « l'insurrection », ou les groupes qui attaquent les civils par opposition à ceux qui attaquent les militaires. Un officier nous a ainsi affirmé à propos d'un groupe dont il disait qu'il ne frappait que des troupes étrangères :

« Most of the stuff is about money, criminal gangs, so we're trying to make Iraqis understand that they're just mobs of criminals. You have to get rid of them. It's organized crime ⁷¹».

Bien évidemment, il ne s'agit pas là simplement d'une description que l'on pourrait confirmer ou infirmer. Il s'agit d'un jugement de valeur qui vient corroborer une autoreprésentation professionnelle du militaire américain comme ayant une ascendance morale sur son adversaire. On revient ainsi au premier discours. Par un glissement du « règne de la nécessité » vers la « criminalité organisée », le deuxième récit est subsumé sous le premier. Mais cela ne veut pas dire que le fait de reconnaître une motivation politique à cette opposition

69. Olsson C., « De la pacification coloniale aux opérations extérieures : retour sur la généalogie des coeurs et des esprits dans la pensée militaire contemporaine », *Questions de Recherche*, CERI/Sciences Po, n°39, avril 2012.

70. « Ce que nous appelons le terrorisme, c'est juste ce que font les criminels ici [...]. C'est un système criminel [...]. C'est difficile de distinguer le terrorisme, l'insurrection et la criminalité, mais le terrorisme et l'insurrection c'est criminel. » (Traduction de l'auteur). Entretien avec un officier (*special forces*), USF-I J.3.5., VBC, Bagdad, septembre 2010.

71. « La plupart de ces trucs tournent autour de l'argent, de bandes de criminels, donc nous essayons de faire comprendre aux Irakiens que c'est juste de la pègre. Il faut s'en débarrasser. C'est du crime organisé » (Traduction de l'auteur). Entretien avec un officier (*special forces*), USF-I J.3.5., VBC, Bagdad, septembre 2010.

revient *ipso facto* à lui reconnaître une forme de légitimité politique, comme nous le verrons.

L'obstacle aux négociations : l'ennemi politique illégitime

Dans la perception américaine dominante de l'opposition armée irakienne, l'obstacle à la posture de reconnaissance politique a été double. D'une part, « l'ennemi » a été dépolitisé, relégué à un stade pré-politique⁷². D'autre part, lorsque sa dimension politique a été mise en avant, cela n'a dans un premier temps été que pour en souligner l'illégitimité. Dire qu'un groupe armé est motivé par des considérations politiques ne revient en effet pas forcément à le reconnaître en tant qu'interlocuteur politique valable : s'il est accusé (à tort ou à raison) d'être lié à une puissance étrangère ou d'avoir des idées politiques dangereuses, terroristes ou autrement pathologiques, la posture de refus d'une telle reconnaissance en est justifiée⁷³. On reconnaît alors certes des motifs et des objectifs politiques à « l'antagoniste », mais cela tout en jugeant ceux-ci soit au travers de stéréotypes négatifs sur l'ensemble de la population irakienne⁷⁴, soit en les présentant au contraire comme extérieurs à la société irakienne ou du moins à sa « population ». L'« ennemi » a ainsi fréquemment été abordé sous l'angle de l'ingérence illégale dans les affaires irakiennes. En particulier au début du conflit, le rôle des « extrémistes étrangers » au sein d'Al-Qaïda en Irak (AQI) était systématiquement surestimé⁷⁵. Autre expression de ce biais, l'expression « *Anti-Iraqi Forces* » ou AIF – évoquant à la fois la menace extérieure et la figure du traître à la patrie irakienne – a souvent été utilisée par les autorités militaires américaines pour la désigner.

Dans le même ordre d'idées, les nationaux irakiens ayant rejoint des groupes armés sont généralement abordés comme déconnectés et rigoureusement distincts de « la population ». En effet, la distinction conceptuelle stricte entre « population » et « ennemi » opérée par la doctrine contre-insurrectionnelle américaine, a comme effet d'exclure que ces deux catégories puissent se recouper. Dans cette logique, les groupes « insurgés » ne sont pas une composante de la population. Ils vivent au sein de la « population » tout en manipulant cette dernière depuis un extérieur indéfini. La coopération entre opposition armée et « population » est alors souvent attribuée à l'intimidation et à la

72. Un argument similaire est avancé par Gilles Dorronsoro à propos de la perception américaine des Talibans dans Dorronsoro G., « Doctrine, stratégie et pratiques de la contre-insurrection en Afghanistan » in Dorronsoro G., Olsson Ch., Pouyé R., *op. cit.*, p. 47-84. Voir également : Bigo D., « L'impossible cartographie du terrorisme », Cultures & Conflits, Articles inédits, 2008, <http://conflits.revues.org/index1149.html>, Consulté le 1er mars 2012.

73. Rogin M., *Ronald Reagan, the Movie and Other Episodes of Political Demonology*, Berkeley, UC Press, 1998.

74. Sur ces stéréotypes, tels que véhiculés aux États-Unis au moment de la guerre en Irak, voir : Semmerling T., « *Evil* » *Arabs in American Popular Films: Orientalist Fear*, Austin, University of Texas Press, 2006.

75. Hegghammer T., « Combattants saoudiens en Irak : modes de radicalisation et de recrutement », *Cultures & Conflits*, 2006, n°64, p. 111-127.

terreur, excluant ainsi l'hypothèse d'une allégeance proprement politique de « la population » vis-à-vis de « l'insurgé ⁷⁶ » :

« It is easier for the insurgency to get its message through than it is for us. Terror is easier than to convince people that you are doing good ⁷⁷ ».

On voit bien ici comment l'argument permet d'expliquer la persistance d'une opposition armée en dépit de l'ascendance morale des forces contre-insurrectionnelles. Il permet donc aussi de sauvegarder une certaine représentation de l'identité professionnelle du militaire américain. À un niveau plus général, la distinction stricte entre « ennemi » et « population » traduit certainement l'interdiction pour les soldats américains de traiter les « populations » civiles en ennemies, sous peine de violer le droit humanitaire ⁷⁸.

De la méconnaissance à l'*exit-strategy* : la reconnaissance de l'ennemi et sa justification

Sortir d'un conflit armé qui mène de toute évidence à une impasse militaire, sans pour autant sortir immédiatement du « théâtre », suppose de reconnaître « l'ennemi », c'est-à-dire de le considérer – ouvertement ou secrètement – comme interlocuteur légitime avec lequel on peut trouver un langage commun. Mais on ne peut que très difficilement envisager de reconnaître celui qui a été désigné comme « ennemi absolu », celui qui en étant identifié comme ennemi de tous est devenu l'objet de la haine de chacun ⁷⁹. L'aporie qui en résulte relève, dans les situations de violence extrême, du truisme : on ne peut négocier « ouvertement », sans se trahir, avec l'ennemi que l'on a défini comme celui avec lequel « on ne négociera jamais ». Que les gouvernements finissent généralement par négocier avec les « terroristes » par des voies secrètes le démontre amplement. Mais une telle dissimulation suppose de pouvoir établir et maintenir une distinction stricte entre ce qui est public et secret,

76. Il s'agit là d'un type de discours que l'on retrouve dans de nombreuses guerres contre-insurrectionnelles et qui permet à la fois de nier les ressorts politiques locaux du conflit et, souvent aussi, de justifier la réappropriation mimétique des pratiques prêtées à l'adversaire. Voir notamment : Thenault S., *Histoire de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Flammarion, p. 84 ; McClintock M., *Instruments of Statecraft: U.S. Guerilla Warfare, Counterinsurgency, and Counterterrorism, 1940-1990*, New York, Pantheon Books, 1992, Introduction ; Elkins C., *Imperial Reckoning: the untold story of Britain's Gulag in Kenya*, New York, Henry Bolt, 2005.

77. « C'est plus facile pour l'insurrection de faire passer son message que ça ne l'est pour nous. La terreur c'est plus facile que de convaincre les gens du fait que tu fais le bien » (Traduction de l'auteur). Entretien avec un officier (*Psyops*), USF-I, J33-IO, VBC, Bagdad, septembre 2010.

78. Inutile ici de rappeler que cette interdiction a été transgressée plus d'une fois par les militaires américains pendant la guerre d'Irak, notamment au travers d'arrestations arbitraires en masse, les sévices subis par les prisonniers à Abu Ghraib, le recours à la tactique du *harrasment & interdiction* par l'artillerie, etc.

79. Crowley J., *op. cit.*

formel et informel, officiel et officieux. Lorsque ces « groupes terroristes » sont multiples et se recomposent en permanence on aboutit là également à une impasse, non pas tant parce que le secret des négociations s'ébruiera rapidement (ce qui est vrai aussi), mais parce que la disjonction entre le discours public et le discours secret ajoutera de la confusion à une situation déjà confuse. En somme, dans de telles situations, on ne peut trouver de solution négociée avec « l'ennemi irréconciliable » *en tant que tel*, en tant qu'il est désigné comme tel. « L'ennemi irréconciliable » doit donc être méconnu (en tant qu'irréconciliable) pour pouvoir être reconnu (en tant qu'interlocuteur). Dans le cas de l'*exit strategy* américaine en Irak, ce processus a pris deux formes : d'abord celle de la distinction artificielle et improbable entre « bons » et « mauvais » insurgés, ensuite celle plus subtile, moins lisible, des « Fils de l'Irak »

La justification de la « nouvelle politique » : la théorie des deux insurrections

Entre 2009 et 2011, les forces américaines des *Multinational Forces – Iraq* (MNF-I) puis, à partir de janvier 2010, des *US forces in Iraq* (USF-I), se dés-engagent progressivement des opérations offensives pour finalement se retirer complètement fin 2012. Dans l'hagiographie militaire qui s'est construite autour du général Petraeus, celui-ci aurait rendu possible ce retrait progressif en mettant en œuvre le « *surge* » ou « sursaut » permettant d'envoyer 30 000 soldats supplémentaires entre début 2007 et fin 2008⁸⁰. À partir de la fin 2008, les niveaux de violence armée, entre l'ensemble des protagonistes du conflit, déclinent progressivement même s'ils demeurent extrêmement élevés. Les dynamiques complexes qui traversent le conflit à ce stade empêchent d'expliquer simplement ce déclin et il n'est pas dans notre objectif de le faire. Nous nous bornerons à insister sur le rôle joué par une reconnaissance objective (mais relative) de l'opposition armée sunnite (excepté Al Qaïda) et chiite par les troupes américaines, non pas en tant qu'elle aurait directement contribué à la « pacification », mais plutôt au sens où elle en a été une condition nécessaire.

On ne peut comprendre les prémisses du « sursaut » sans comprendre la situation antérieure de 2005-2006. Il s'agit d'un moment crucial puisque la lutte contre la « rébellion » semble avoir montré son inefficacité quasi-totale et que, selon nombre de sources crédibles, les « rebelles » sont désormais assurés de la « victoire »⁸¹. Les stratèges américains eux-mêmes prennent conscience de l'inanité des opérations militaires face à la radicalisation continue et régulière de la violence⁸². Dans ce contexte, la stratégie américaine

80. Gentile G., « Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army », *Sécurité Globale*, n°10, 2010, p. 21-34.

81. International Crisis Group, « In their Own Words: Reading the Iraqi Insurgency », *Middle East Report*, n°50, 15 février 2006.

82. Hashim A., *Insurgency and Counter-Insurgency in Iraq*, Ithaca, Cornell University Press, 2006 ; Ricks T., *Fiasco: the American Military Adventure in Iraq*, New York, Penguin, 2006. Voir également : US DoS/ MNF-I, « Provincial Stability Assessment », 31 janvier 2006.

adopte une conception de la « contre-insurrection » dans laquelle celle-ci est définie comme suppression de « l'insurrection » mais non forcément des « insurgés »⁸³, ni de leurs objectifs politiques. Le message désormais envoyé par les militaires américains est en substance que le départ des troupes de la MNF-I est imminent et qu'il s'agit désormais de « passer le relais » aux Irakiens acceptant de « prendre ce relais » et donc de coopérer avec la MNF-I. Il s'agit donc d'une proposition de retrait, mais surtout d'une invitation à contribuer positivement à ce retrait, sachant que les degrés de violence atteints en 2006 le rendraient impossible dans l'immédiat⁸⁴. Tout groupe continuant le combat contre les forces multinationales ne fera que se priver de l'opportunité de jouer un rôle dans l'Irak post-retrait⁸⁵. La stratégie du « sursaut » est alors certes une stratégie d'escalade militaire (notamment avec les 30 000 soldats supplémentaires) mais surtout une invitation à un retrait négocié, les deux étant liés.

Des négociations secrètes (engagées dès début 2004 mais devenant plus ambitieuses en 2007) sont menées avec l'opposition armée non directement affiliée à Al Qaïda en Irak (AQI), d'abord par les militaires puis plus tardivement par les civils américains, notamment à Amman⁸⁶. Rappelons ici que compte tenu du rapport troublé qu'entretient l'*habitus* militaire américain à l'inimitié politique en 2003, il n'est pas évident dans la pensée militaire américaine – et cela par opposition à la pensée britannique – que l'on puisse négocier avec « l'insurgé ». Qu'est-ce qui, dans le discours américain, va simultanément révéler, accompagner et permettre cette transformation successive en adversaire, interlocuteur, partenaire et enfin allié de circonstance ? Comment la reconnaissance de groupes de l'opposition armée irakienne comme interlocuteurs légitimes a-t-elle pu être justifiée ? Dès lors que ceux-ci avaient été stigmatisés comme bestiaux ou maléfiques, la question se posait avec acuité.

Un des éléments importants est ici que, à partir de 2005, le vocabulaire insurrectionnel empêche le recours systématique à la description des « insurgés » comme « terroristes », *Anti Iraqi Forces* (AIF) et dans une moindre mesure comme *Former Regime Loyalists* (FRL). La notion d'insurrection évoque l'idée d'un mouvement bénéficiant d'une base politique nationale, chose que l'on ne retrouve pas dans FRL (par définition « finissants ») ou dans

83. Dobbins J., "Iraq: Winning the Unwinnable War", *Foreign Affairs*, vol. 84, n°1, janvier-février 2005, p. 16-25.

84. Donc le retrait devient tangible, mais il ne s'agit pas de n'importe quel retrait dans n'importe quelles conditions, mais d'un retrait conditionné, négocié, fondé sur un compromis politique et progressif.

85. On retrouve ces éléments dans tous les comptes-rendus écrits par des journalistes sur le « sursaut ». Voir notamment : West F., *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House, 2008.

86. La description la plus détaillée de ces négociations est le fait du journaliste Marc Perry. Voir : Perry M., *Talking to terrorists. Why America must engage with its enemies*, New York, Perseus, 2010. On peut également ici se reporter à : Cordesman A., Davies E.R., *Iraq's insurgency and the road to Civil Conflict*, Washington, CSIS, 2008.

« terroristes étrangers » (par définition coupés de toute base sociale en Irak). Mais comme nous l'avons vu dans la partie précédente, cela n'équivaut pas en soi à une quelconque reconnaissance de « l'ennemi ». Que les connotations du terme « insurgé » soient plus diversifiées que celui de « terrorisme » n'implique pas que le vocabulaire insurrectionnel prémunisse d'une posture de condamnation unilatérale et sans appel de « l'ennemi ». Dans ce contexte, c'est moins la seule distinction insurgé / terroriste qui va permettre d'ouvrir la voie à des négociations, que les deux équations suivantes que l'on retrouve fréquemment dans le discours des autorités militaires américaines en 2007 :

Insurgé conciliable = nationaliste + laïque + ne cible que les militaires américains = négociations éventuelles ;

Terroriste irréconciliable = internationaliste + extrémiste religieux + cible des civils irakiens = AQI

Or, cette distinction entre « insurgés » nationalistes-laïcs s'en prenant essentiellement aux forces américaines d'une part (*a posteriori* considérés comme ennemi légitime), et « terroristes » salafistes-internationalistes tuant des civils d'autre part (ennemi illégitime), semble avoir été largement exagérée par ces discours standardisés ⁸⁷. Bien sûr, il ne fait aucun doute qu'AQI – ou plus exactement des groupuscules s'en revendiquant, puisque cette mouvance n'a jamais existé comme organisation structurée et hiérarchique – a été impliqué dans nombre d'attentats contre des civils, en particulier chiites (même si ce type d'attentats n'a que rarement été revendiqué). Mais cette distinction fait totalement abstraction de la tendance salafiste irakienne opposée à AQI, opposée aux « volontaires internationaux » et privilégiant la lutte contre le chiisme en interne sur tout agenda international ou anti-américain. Cette tendance, pour ne mentionner qu'elle, casse les deux équations ⁸⁸. Alors pourquoi la distinction entre ces deux équations a-t-elle été exagérée ?

Dans la mesure où, depuis 2007, de nombreux groupes ont déposé les armes et se sont formellement réconciliés avec le nouveau régime irakien, on peut penser que les militaires américains ainsi que le gouvernement irakien ont eu intérêt à affirmer qu'il y avait toujours eu une différence de nature entre ces groupes de la résistance honorable mais vaine, les nationalistes, et ceux se battant non pas pour l'Irak mais pour une *Umma* abstraite, les salafistes. Pour justifier la coopération avec d'anciens membres de l'opposition armée que l'on avait jadis diabolisés, on peut penser qu'il fallait tracer une ligne claire entre insurgés « conciliables » et « irréconciliables ». Cette distinction est pourtant

87. Cette idée est généralisée à l'échelle planétaire par David Kilcullen dans : Kilcullen D., *The Accidental Guerilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

88. À ce propos, voir notamment : Hashim A.S., « Carl Schmitt et l'insurrection irakienne » in Bricet des Vallons G.-H. (ed.), *Faut-il brûler la contre-insurrection ?*, Paris, Choiseul, 2010, p. 137-154.

partiellement contestable puisque l'on sait qu'une grande partie de ces groupes qui ont déposé les armes en 2007-2008 dans la province d'Al-Anbar se revendiquaient auparavant d'AQI, ou du moins de la *Shura al-Mujahedeen* (en 2006) incluant AQI ⁸⁹. Mais l'essentiel est ici certainement que la figure de l'insurgé nationaliste et laïque correspondait le mieux à la représentation de l'ennemi politique légitime, certainement parce qu'il se conformait à l'autoreprésentation du soldat américain, créant ainsi les conditions de possibilité d'une réconciliation au moins provisoire ⁹⁰, voire d'un combat conjoint contre un tiers, en l'occurrence AQI.

Les « Fils de l'Irak » : une reconnaissance par procuration ?

Les négociations mentionnées précédemment conduiront les militaires américains à soutenir le « mouvement du réveil d'Al Anbar » dans la province du même nom, les *Concerned Local Citizens* à Bagdad – CLC selon les termes utilisés exclusivement par les militaires américains – ou encore les *Sons of Iraq*-SoI / *Abna'a al-Iraq* / Fils de l'Irak, selon les termes utilisés par ces mouvements en dehors d'Al-Anbar et ensuite étendus à l'ensemble du territoire irakien. Il s'agit d'un mouvement complexe, se revendiquant tantôt d'une légitimité tribale, tantôt d'un ancrage simplement local. Il regroupe dans un premier temps et dans l'écrasante majorité des cas des *cheikhs* et des groupes sunnites, souvent issus des milieux de l'opposition armée, mais désormais (s'ils ne l'étaient pas avant) opposés à la mouvance AQI autant qu'au gouvernement à Bagdad ⁹¹, et acceptant par conséquent de recevoir une aide financière et militaire américaine en échange d'une cessation des activités « insurrectionnelles » ⁹². Rapidement, la bienveillance des militaires américains vis-à-vis de ces groupes va jusqu'à la tolérance de leurs « exécutions extrajudiciaires » de membres présumés d'AQI ⁹³.

89. Il est toutefois à noter que des notables sunnites irakiens influents, installés à Amman et proches à la fois du *Baath* et des *cheikhs* de la province d'Al-Anbar, ont joué un rôle central dans la conception et la diffusion de cette représentation binaire des « deux insurrections ». Elle ne sert donc pas seulement les intérêts américains, mais aussi celle de certains acteurs locaux. Voir : Perry M., *op. cit.*

90. Sur cette idée paradoxale de la figure du *hostis* comme condition de la réconciliation dans les conflits marqués par des haines réciproques voir : Crowley J., *op. cit.*

91. Cela du moins avant octobre 2008. Entre octobre 2008 et avril 2009, le paiement de ces groupes est transféré au ministère de l'Intérieur irakien.

92. L'amorce de cette politique en principe sélective mais qui deviendra en réalité relativement générale en 2007, remonte à 2005-2006 avec les expériences du Colonel Dale Alford à al-Qaïm (2005) et du Colonel MacFarland à ar-Ramadi (2006). Ces pratiques sont donc bien antérieures au « sursaut ». Mais ce n'est qu'avec le « sursaut » qu'elles deviennent politique officielle, impliquant une certaine systématisme, en particulier (mais pas seulement) dans les provinces à forte présence sunnite à l'exception des « zones disputées » considérées comme trop instables du point de vue « interethnique » et où les *pesbmergas* voient d'un mauvais œil cette politique consistant à armer des Arabes.

93. West F., *The Strongest Tribe. War, Politics and the Endgame in Iraq*, NY, Random House, 2008.

Du côté américain, le mouvement a un avantage de taille. Il permet de négocier avec « l'ennemi » et même d'accorder une amnistie *de facto* aux insurgés qui auraient « du sang américain » sur les mains, sans pour autant que cela ait besoin d'être reconnu à l'opinion publique américaine ou aux membres du Congrès : officiellement, on ne négocie qu'avec des « tribus », pas avec des groupes armés, groupes qui continuent à exister mais qui de plus en plus se fondent dans les « Fils de l'Irak ». Par le biais de ces derniers, un dialogue est ainsi noué entre militaires américains et groupes qui, du moins dans un premier temps, continuent à combattre la présence étrangère alors même qu'ils négocient. Cela est important parce que la classe politique américaine risquait de s'opposer à une reconnaissance franche et publique « d'insurgés ». Preuve que cette politique était d'abord voulue par les militaires, des accords similaires auraient été négociés entre *cheikhs* irakiens et officiers américains dès le printemps 2004, mais auraient systématiquement été rejetées par les autorités civiles américaines⁹⁴. Symétriquement, le mouvement des « Fils de l'Irak » a l'avantage pour les groupes insurgés sunnites irakiens de leur permettre de négocier avec les troupes américaines tout en le niant, voire tout en envisageant de reprendre le combat ultérieurement. D'ailleurs, le soutien américain à ces forces locales ne veut en aucun cas dire que ce sont les militaires américains qui ont initié le mouvement et que les *cheikhs* n'auraient joué qu'un rôle de « figurants ». Il y a davantage eu convergence d'intérêts, puisque l'ensemble de ces protagonistes voulait « se reconnaître » tout en le niant.

Pour pleinement apprécier à la fois le rôle de l'amnistie de fait que ce mouvement permet d'accorder à certains groupes insurgés, ainsi que l'importance du travestissement de « l'ennemi insurgé » derrière les oripeaux d'un « atavisme tribal », il convient de revenir un an en arrière. Le 25 juin 2006, à la suite de tractations entre partis politiques et groupes armés irakiens, le Premier ministre Al-Maliki présentait un « Plan de réconciliation nationale » à l'Assemblée nationale irakienne. Le plan en vingt-huit points comprenait des mesures considérées comme importantes du point de vue de l'objectif recherché de « réconciliation » et de « pacification ». L'amnistie générale pour tous les combattants n'ayant pas tué de civils irakiens innocents (mais ayant éventuellement tué des « militaires étrangers ») était une des dispositions qui s'adressait directement aux groupes insurgés qui avaient participé aux négociations. Or, celle-ci fut éliminée du plan final sous les pressions insistantes du Congrès américain, certains de ses membres ayant été ouvertement choqués par le fait que les États-Unis puissent soutenir un gouvernement qui amnistie des « terroristes » ayant tué des militaires américains⁹⁵. L'objectif de fixer une date de retrait pour les forces d'occupation fut également abandonné.

94. McFate M., Jackson A.V., « The Object beyond War: Counterinsurgency and the four tools of Political Competition », *Military Review*, janvier-février 2006, p. 56-69. Voir également : Perry M., *op. cit.*

95. Cordesman A.H., Davies E.R., *op. cit.*, p. 320.

Le plan finalement voté, en vingt-quatre points, était ainsi en pratique vidé des éléments qui auraient pu convaincre une partie significative de l'opposition armée de déposer les armes. Certes, le plan de réconciliation finalement adopté contenait un principe d'amnistie, mais sa formulation était extrêmement vague puisqu'il exclut à l'article 5 les « meurtres » et les actes de « terrorisme » sans autre précision. Du fait du *lobbying* actif de législateurs américains, Al-Maliki finit même quelques jours, après la présentation de ce dernier plan, par affirmer que les attaques contre les forces étrangères ne seraient en aucun cas pardonnées, ni amnistiées. Même si certains groupes politiques irakiens s'étaient également opposés à une amnistie qui risquait de couvrir des assassinats de membres des forces de sécurité irakiennes et les activités clandestines du *Baath*, ce fut la question des attaques contre des soldats américains qui apparut comme la plus litigieuse.

Lorsque les « Fils de l'Irak » émergent, le soutien militaire américain au mouvement va donc permettre de dissimuler une amnistie pour les « insurgés irakiens » ayant combattu les militaires étrangers, cela en profitant d'un mouvement en apparence tribal, mais « cachant » bien souvent en son sein des « brigades » entières de combattants de l'opposition armée. C'est donc notamment par ce biais que les niveaux généraux de violence atteints en Irak vont progressivement décliner à partir de la fin 2008. Précisons ici que nous ne pensons pas que la dissimulation partielle de cette « manœuvre politique », derrière un mouvement « tribal » en apparence peu lisible, ait été pleinement intentionnelle et stratégique de la part des acteurs américains ou irakiens. Tout simplement, cette fois-ci le processus n'a pas pu être endigué par les inconditionnels de la « guerre contre le terrorisme ».

En somme, les « fils de l'Irak » permettent à la fois aux militaires américains et aux groupes insurgés sunnites irakiens de nier toute reconnaissance intentionnelle de leur (ex-)ennemi, et *a fortiori* toute négociation ou alliance de circonstance. Cela a permis, dans une certaine mesure, de contourner les oppositions d'un Congrès refusant qu'il puisse y avoir des décalages entre le discours officiel affirmant que « nous ne négocierons jamais avec des terroristes » et les pratiques. Mais les militaires américains qui mettaient en œuvre cette nouvelle politique ont bien sûr eu conscience du « jeu » qu'ils jouaient. Ainsi, un des défis qui demeurait à ce stade était de savoir comment l'institution militaire pouvait justifier cette nouvelle politique en interne. La question de savoir s'il y a eu une amnistie *de facto* ⁹⁶ pour certains groupes armés ayant tué des soldats américains reste en effet une question douloureuse et difficile à aborder pour les militaires américains ⁹⁷.

96. Au sens où les militaires américains ne déposaient pas systématiquement plainte (loin s'en faut) auprès d'une cour irakienne lorsqu'ils découvraient que des membres des « Fils de l'Irak » ou des forces de sécurité irakiennes avaient participé à des attaques contre eux.

97. Un officier stationné dans une ville du sud de l'Irak nous a ainsi affirmé en 2010 que les empreintes digitales du chef de police de la ville avaient été retrouvées sur un engin explosif improvisé « planté » par des « insurgés » et à destination des forces américaines, donnant

Se réconcilier avec l'ennemi, se réconcilier avec soi : l'ennemi comme *alter ego*

Notre thèse est que c'est essentiellement l'incapacité américaine à réduire significativement l'opposition armée irakienne – cela après des batailles successives pour le contrôle des villes – qui a favorisé l'option de sa reconnaissance contrariée, ainsi que les « manœuvres politiques » qui se sont ensuivies. Mais en rester à ce constat serait réducteur, ne serait-ce que parce qu'une multitude d'options étaient envisageables et envisagées par les autorités américaines en 2006 ⁹⁸. Ce constat ne permet donc pas d'expliquer le choix de cette stratégie en particulier, ni la raison pour laquelle sa mise en œuvre a pris la forme particulière du soutien aux « Fils de l'Irak ». Il importe alors notamment de comprendre par le biais de quel type de discours cette stratégie particulière a été rendue possible et a été justifiée, validée et finalement suivie.

Le retournement du discours : de la reconnaissance institutionnelle à la reconnaissance subjective

Au vu des deux premiers récits, celui en termes d'« ascendance morale » sur l'ennemi et celui sur le thème de la nécessité, cette « nouvelle politique » était difficile à justifier. Le premier la faisait apparaître comme une alliance avec les « forces du mal » et portait ainsi atteinte à l'autoreprésentation du militaire américain. Le second donnait quant à lui l'impression qu'une « poignée d'insurgés » avait tenue en échec la « première armée du monde » et l'avait acculée à des négociations contre toute attente. Dans ce contexte, c'est notamment le troisième récit qui a permis de légitimer l'option de la reconnaissance de facto des (ex-)insurgés par le biais du soutien aux « Fils de l'Irak ». En effet, en réconciliant les militaires américains avec le principe de la négociation avec leur ennemi, il permettait de légitimer les nouvelles orientations. Il importe alors de comprendre comment ce récit a pu émerger de la relation conflictuelle elle-même.

Dans toute interaction stratégique de type militaire, chacun tente de connaître son adversaire et de penser comme lui, voire de l'imiter, pour mieux

ensuite des réponses contradictoires à la question de savoir quelle suite avait été donnée à l'affaire : tantôt les militaires américains auraient décidé de passer outre après une discussion avec ce chef de police, tantôt ils auraient porté plainte mais une cour l'aurait acquitté. En tout état de cause, la collaboration avec ce chef de police demeurait étroite au moment de l'entretien.

98. On notera ainsi que le rapport publié en décembre 2006 par le *Iraq Study Group* (ISG) présidé par James Baker et Lee Hamilton faisait soixante-dix-neuf recommandations, dont de nombreuses n'ont pas été mises en œuvre (une accélération du « transfert » de pouvoir aux élites irakiennes, une implication plus grande de l'Irak et de la Syrie dans la « stabilisation extérieure » du pays, le transfert de troupes de l'Irak vers l'Afghanistan...). Il discutait en outre de quatre types de stratégies et était critique à l'égard d'une augmentation des effectifs, augmentation qui allait pourtant avoir lieu. D'ailleurs ce rapport, même s'il prônait un « *new way forward* », allait être partiellement marginalisé par le rapport sensiblement différent de l'*American Enterprise Institute* (AEI) « *Choosing Victory: A Plan for Success in Iraq* » de janvier 2007 s'inspirant des idées de Frederick Kagan et du General Keane sur le « sursaut ».

le combattre. La connaissance, ou même la compréhension de l'ennemi, n'impliquent pas *ipso facto* qu'il y ait reconnaissance au sens où nous l'avons définie. Elles peuvent cependant en poser les conditions. La tentative de comprendre l'ennemi et de s'approprier son mode de pensée peut ainsi permettre d'éclairer l'émergence de ce troisième récit. Il n'est de ce point de vue certainement pas anodin que certains des stratèges derrière le « sursaut » aimaient à se présenter eux-mêmes comme « insurgés », des rebelles cherchant à promouvoir simultanément une révolution doctrinale au sein des forces américaines et une « révolution politique » en Irak ⁹⁹. Comme le disait l'un d'entre eux :

« We were almost like insurgents in the US government ¹⁰⁰ ».

Pourtant, la reconnaissance objective de l'opposition armée irakienne passera moins par l'appropriation mimétique du mode de pensée prêté aux « insurgés » que par la projection d'une image idéalisée du militaire américain sur la figure de l'ennemi ¹⁰¹. En guise d'exemple, on peut noter que Kilcullen, à l'époque conseiller « Senior » du général Petraeus (commandant le MNF-I), aurait décrit en 2007 l'« insurgé irakien » en des termes extrêmement élogieux devant un groupe d'officiers américains, le faisant passer directement de la figure de l'altérité radicale à celui de modèle du militaire parfait :

« Your worst opponent is not the psychopathic terrorist of Hollywood, it is the charismatic follow-me warrior who would make your best platoon leader ¹⁰² ».

La projection est ici pleinement assumée, sans pour autant que le statut d'opposant, d'antagoniste de cet insurgé ne soit nié. Sur un mode moins enjoué, le colonel Stanton, *Chief of Reconciliation* du QG du général Odierno (*Multi-National Corps-Iraq*), aurait relaté sa rencontre en juillet 2007 avec les « insurgés » du « triangle de la mort » en des termes similaires :

99. Kilcullen D., « Counter-insurgency Redux », *Survival*, vol. 48, n°4, hiver 2006-2007, p. 111-130. Dans la même veine, un *senior civilian advisor* américain de l'OTAN en Afghanistan écrira en 2009 : « We are increasingly getting NATO to think in terms of [counterinsurgency], rather than stabilization operations [...] But, none of us realizes that we are actually conducting an insurgency, not a counter insurgency, one that began in 2001 and succeeded in temporarily expelling the then ruling regime, the Taliban ». « Afghanistan Strategy Evaluation and Recommendations », note interne de l'ISAF/ OTAN, 9 août 2009.

100. « Nous étions presque comme des insurgés au sein du gouvernement américain » (Traduction de l'auteur). Citation extraite de : Lozada C., « A Conversation With David Kilcullen », *The Washington Post*, 22 mars 2009. <http://www.cnas.org/node/793>, consulté en décembre 2011.

101. Sur cette idée de projection d'une image de soi dans le contexte des interventions de post-guerre froide, voir : Besteman C., « Representing Violence and 'Othering' Somalia », *Cultural Anthropology*, vol. 11, n°1, février 1996, p. 120-133.

102. « Ton pire adversaire n'est pas le terroriste psychopathe des films d'Hollywood, mais un guerrier charismatique, le meneur d'hommes qui ferait ton meilleur chef de section » (Traduction de l'auteur). Citation extraite de : Rickes T.E., *The Gamble, General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq*, Londres, Penguin Books, 2009, p. 208.

« [...] these guys didn't look like farmers [...] Their weapons were clean and well oiled... These are serious men, disciplined. They were very polite [...] They were acutely aware of how strong they were [...]. [W]e had not defeated the Iraqi insurgents ¹⁰³ ».

Biddle, un conseiller de Petraeus en 2007, va dans le même sens à propos des insurgés d'Arab Jabour au sud de Bagdad :

« They were by far the most professional military organization I have seen in Iraq, aside from the Americans and the British [...] They had a military bearing. They stood up straight. Their shirts were tucked in. I was simultaneously impressed and glad that it was daylight ¹⁰⁴ ».

Enfin, le *major general* Lynch, le commandant d'une division au sud de Bagdad pendant le « sursaut », aurait déclaré :

« They're honorable men and they want to take care of their families ¹⁰⁵ ».

En affirmant qu'il y a là clairement projection d'une image de soi sur l'Autre, nous ne contestons pas la réalité des faits que relatent ces discours. Nous soulignons simplement qu'il n'est pas anodin que l'on estime être notable qu'un combattant sache « ranger sa chemise dans le pantalon » : l'ennemi, jadis assimilé à l'altérité radicale, devient soudainement quelqu'un avec lequel on a des pratiques et des modes de pensée en partage, un *alter ego*.

La reconnaissance entre stratégie et identité professionnelle

Il est ici important de comprendre que ces discours ont clairement pour fonction de justifier une reconnaissance objective, matérialisée par une entente de circonstance, de « l'insurrection ». Alors qu'il avait été pratiquement inexistant dans les premières années de la guerre en Irak, ce discours a désormais vocation à convaincre les soldats américains du fait que le « revirement stratégique » en cours est non seulement « nécessaire » mais aussi « honorable ». On ne négocie pas avec un groupe malgré le fait qu'il est « ennemi » mais parce qu'il est « ennemi honorable ». Il s'agit bien sûr du troisième récit décrit

103. « [...] ces gars n'avaient pas l'air de fermiers [...]. Leurs armes étaient propres et bien huilées... Ce sont des hommes sérieux, disciplinés. Ils étaient très polis [...]. Ils étaient extrêmement conscients de leur force [...]. Nous n'avions pas vaincu les insurgés irakiens » (Notre traduction). Citation extraite de : Ricks T.E., *The Gamble, General Petraeus and the Untold Story of the American Surge in Iraq*, *op.cit.*

104. « Ils étaient de loin l'organisation militaire la plus professionnelle que j'aie vue en Irak, mis à part les Américains et les Britanniques [...]. Ils avaient une allure militaire. Ils se tenaient droits. Leurs chemises étaient rangées dans le pantalon. J'étais en même temps impressionné et content qu'il fit encore jour » (Traduction de l'auteur).

105. Ricks T.E., *op. cit.*, p. 209.

dans notre première partie, celui de l'ennemi comme *alter ego*. On entre ici clairement dans un rapport fondé sur la reconnaissance subjective, la croyance que l'autre est effectivement un égal avec lequel on peut se réconcilier moralement. C'est en puisant notamment dans ce récit conciliant le combat contre et la négociation avec l'ennemi, que le soutien aux « Fils de l'Irak » a été justifié, validé et mis en œuvre. Il aurait en effet été difficile de faire mettre en œuvre cette « nouvelle politique » si elle avait été unanimement considérée comme dégradante par les militaires. Cela est d'autant plus le cas que la mise en application des « nouvelles orientations » a été le fait de capitaines relativement autonomes par rapport à leur hiérarchie.

Ce qui est en jeu dans ce discours n'est pas seulement le rapport de forces avec « l'ennemi », mais aussi et peut-être surtout la question de savoir comment réconcilier le militaire avec la pratique consistant à négocier avec un « ennemi » jadis honni. Il ne s'agit donc pas seulement d'un discours instrumental dicté par la stratégie du moment. Il s'agit aussi d'un récit intimement lié à une certaine autoreprésentation de la profession militaire et dont l'efficacité réside dans le fait qu'elle évoque une certaine tradition. Ce discours n'a donc pu être mobilisé que parce qu'il n'était qu'une application particulière d'un des récits historiquement ancrés dans la socialisation et l'*ethos* militaires. Son principe d'efficacité réside dans le fait qu'il ne s'agit pas que d'un discours instrumental mais également d'un des discours « traditionnels » sur l'identité même du militaire.

Le cheminement qui a mené du combat contre les *Bad Guys* à leur reconnaissance contrariée n'a pas été linéaire et n'est pas le résultat d'un processus universel et inéluctable qui se déploierait dans toute « lutte à mort entre les consciences ¹⁰⁶ ». Il s'agit au contraire d'un phénomène historiquement et culturellement contingent, lié à la rencontre entre une situation conflictuelle particulière et l'un des nombreux récits inscrits dans le savoir stratégique occidental. Par ailleurs, il est à noter que l'amnistie *de facto* accordée à certains des « Fils de l'Irak » ayant tué des Américains n'a certainement pas été vécue de manière moralement intégrée par tous les soldats américains. Cette reconnaissance objective continue à nourrir un certain malaise. Même si nous avons ici insisté sur la reconnaissance subjective qui a accompagné cette dernière, ce phénomène est essentiellement resté local, controversé et conjoncturel et surtout n'a pas été relayé au niveau politique. Compte tenu de l'amnésie des institutions militaires américaines lorsque les pratiques de terrain ne sont pas relayées par des intérêts bureaucratiques à Washington, il est fort à parier que le « retournement » du discours sur « l'ennemi » en Irak, passant de la figure du « terroriste » à celle du « guerrier charismatique », ne demeurera que dans les mémoires individuelles de quelques-uns.

106. Kojève A., *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 1947.

Conclusion

Dans cet article, nous avons essayé de faire deux choses. D'une part, nous avons tenté de décliner les différentes significations de l'acte militaire de « tuer au combat » au regard du thème de la reconnaissance de l'ennemi. D'autre part, nous avons cherché à éclairer les discours militaires américains sur l'ennemi insurgé en Irak au regard de ces significations, cela en nous intéressant plus particulièrement à la stratégie américaine de sortie du conflit d'Irak.

Sur le premier point, nous avons distingué trois grands types de discours militaires aux implications très différentes quant à la reconnaissance de l'ennemi. Ainsi, alors qu'il y a une tendance à poser la question des liens entre violence et reconnaissance en termes de mécanismes linéaires et universels – soit comme une aliénation de l'Autre, soit comme l'expression de la « raison dans l'histoire » – nous avons ici essayé de montrer qu'il y a une pluralité de significations de l'usage de la force et de son rapport à la reconnaissance de l'ennemi.

Cela ne veut pas pour autant dire que nous pensons qu'aucune régularité ne puisse être identifiée. Comme nous avons essayé de le montrer en suivant notamment Norbert Elias, la « réalité psychologique », et donc aussi les significations dont sont investis les discours, ne peuvent être déconnectées de la configuration des rapports de force dont elles émergent. Il n'y a certainement pas de détermination de l'une par l'autre, mais l'hypothèse selon laquelle il y ait des « affinités électives » entre l'une et l'autre, nous semble néanmoins devoir être maintenue.

Sur le deuxième point, s'il est une expression qui résume notre argument concernant la stratégie de sortie américaine en Irak, c'est celui « de faire de nécessité vertu ». Le discours des « guerriers libres » a permis de justifier et de légitimer une posture de reconnaissance de l'ennemi lorsque celle-ci est devenue nécessaire compte tenu du rapport de force. Mais ce discours n'a pas pour autant été purement instrumental, visant simplement à ne pas perdre la face ou à se justifier *a posteriori*. Plutôt, la raison pratique de la profession militaire a permis de faire converger la nécessité extérieure (ici au sens d'un choix stratégique sous très forte contrainte) du rapport de force politico-militaire et le vécu subjectif du militaire en opération ¹⁰⁷.

107. Sur la notion de raison pratique : Bourdieu P., *op. cit.*, 1994.